

niveaux compétitifs. Il résulte de cette méthode d'exploitation que le Canada peut maintenant fournir aux marchés d'exportation du monde 40 p.c. du blé, les deux tiers du papier à journal et 40 p.c. des métaux non ferreux. La production canadienne de chacun de ces produits représente une fraction beaucoup plus petite de la production mondiale.

En d'autres termes, le Canada, malgré les conditions avantageuses de sa production, se voit relégué au domaine de la production accessoire pour nombre de ces denrées. Quand un pays, qui produit 90 p.c. de ses besoins et en importe 10 p.c., se trouve forcé ou choisit délibérément de réduire sa consommation, cette réduction porte d'abord sur les 10 p.c. importés. Tout fléchissement marqué de l'apport canadien aux marchés du monde doit de toute nécessité influencer profondément sur son habileté à maintenir des prix compatibles avec les nécessités de la concurrence et à soutenir les énormes immobilisations effectuées en prévision d'une très forte production. Dans une période de crise mondiale, de fléchissement du pouvoir d'achat et de restrictions croissantes apportées au commerce, l'état relatif des industries qui se trouvent dans une telle situation est appelé à souffrir. Il y a des faiblesses non seulement à cause de la petite proportion de la production consommée au pays, mais aussi de ce qu'une si grande proportion des marchés internationaux est alimentée par les exportations canadiennes. Lorsque les cours sont à la hausse, le vendeur ayant la haute main sur les approvisionnements accessoires jouit d'un certain avantage, mais cette maîtrise tourne à son désavantage dès que, au contraire, les cours se mettent à fléchir. Le domaine toujours plus restreint occupé par le commerce international dans le monde en ces dernières années, précipitant et accentuant la fluctuation des prix plus que ne l'aurait fait un marché plus étendu, a ajouté encore à l'acuité de ces conditions. Lorsque se produit une expansion d'industries domestiques protégées sur d'anciens marchés ou lorsque la dépression et la guerre viennent limiter la demande des principales exportations canadiennes, la puissance de production devient excessive et la quote-part du Canada dans cet excès de productivité est inévitablement beaucoup plus grande que de raison.

La situation diffère quelque peu cependant en ce qui concerne les principales denrées d'importation. Bien que considérables, les importations canadiennes de matières premières essentielles à l'industrie (telles que la houille, le pétrole et le fer), en regard de la consommation domestique et même du commerce global de ces produits dans le monde entier, ne représentent qu'une très faible proportion de la production totale et aussi de la consommation domestique dans les principaux pays producteurs. Un fléchissement de la demande au Canada a son importance, mais l'effet sur les cours n'est pas de nature à entraîner la même chute verticale qu'un fléchissement de la demande étrangère des principales denrées canadiennes.

La plus forte partie du commerce canadien se fait avec les Etats-Unis et le Royaume-Uni. C'est une conséquence naturelle de la distribution des ressources et de l'organisation économique dans chacun de ces pays et au Canada et qui s'accroît par l'abandon de fait, chez la majorité des autres nations, des anciennes méthodes du commerce international. La position géographique du Canada et ses relations spéciales avec chacun de ces pays lui assurent certains avantages et certains principes de force, mais lui imposent en même temps des responsabilités. Le commerce du Canada avec les Etats-Unis et le Royaume-Uni revêt pour le Canada une importance bien plus grande que n'en revêt pour ces pays leur commerce avec nous. Le Canada exporte, par tête de sa population, une valeur de \$30 à \$40 au Royaume-Uni et aux Etats-Unis comparativement à des importations canadiennes de ces pays de \$2.50 et \$4 per capita. Le commerce canadien avec le Royaume-Uni représente